

Vérités non censurées dans le rapport sur les sanctions contre le Venezuela



Caracas, 17 février (RHC)-Le rapport présenté par la rapporteuse spéciale de l'ONU Alena Douhan dévoile aujourd'hui les vérités non censurées sur l'impact négatif du blocus des États-Unis contre le Venezuela.

Lors d'une conférence de presse organisée à l'issue de sa visite officielle dans cette nation sud-américaine, l'experte indépendante de l'Organisation des Nations Unies a présenté une analyse chronologique et approfondie des actions punitives de Washington et de leurs conséquences.

Douhan a affirmé que les mesures coercitives illégales mises en place par la Maison Blanche ont ralenti le développement du pays en raison de l'impact sévère sur son économie, en provoquant la chute des recettes en devises de 99 pour cent au cours des dernières années.

Elle a également reconnu que la mise en œuvre de ces mesures a eu des répercussions sur l'accès du pays aux médicaments et à l'alimentation, ce qui a eu un effet dévastateur sur la santé de la population vénézuélienne et a accentué le scénario de crise et les tensions internes, avec des répercussions sur le flux migratoire et la séparation des familles.

Qu'une fonctionnaire de l'ONU, éloignée de tout engagement avec le gouvernement bolivarien, expose les effets négatifs du blocus économique, commercial et financier, constitue sans aucun doute un pas important dans la reconnaissance internationale de l'illégalité de telles mesures.

La dénonciation de l'impact négatif des mesures coercitives, renforcées depuis 2015 lorsque le président Barack Obama d'alors a déclaré le Venezuela une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis, a été une priorité pour les autorités de Caracas.

Le décret signé par le Président des États-Unis a déclenché une escalade de mesures coercitives, qui ont atteint le paroxysme avec l'administration de Donald Trump, qui a plongé cette nation dans une crise profonde.

Année après année, sur toutes les tribunes internationales, le Gouvernement bolivarien a dénoncé ces faits dont aux Nations Unies et le 13 février 2020 devant la Cour pénale internationale.

Face au regard indifférent et même complice, dans certains cas, de pays et d'organismes internationaux, le peuple vénézuélien a souffert au cours des cinq dernières années d'une grave crise économique et sociale avec des répercussions dans tous les domaines de la vie nationale.

Pour le ministre des Affaires Étrangères, Jorge Arreaza, dénoncer l'illégalité du blocus des États-Unis sera toujours l'un des principaux thèmes de la politique étrangère du pays; 'ces mesures coercitives, « Les blocus unilatéraux et arbitraires sont en dehors du droit international, a-t-il affirmé.

Dans des déclarations récentes à Prensa Latina, le ministre des Affaires étrangères a assuré que de plus en plus de pays prennent conscience des dommages causés par ces actions punitives et de la nécessité de les affronter et de les dénoncer.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/247965-verites-non-censurees-dans-le-rapport-sur-les-sanctions-contre-le-venezuela>



Radio Habana Cuba